

## AKTUELL

TURBINE GAZ-VAPEUR TWINERG

# À bout de souffle ?

Raymond Klein

**La Belgique n'a plus besoin de l'électricité que peut produire la centrale à gaz luxembourgeoise. Entre le nucléaire et la transition verte, trouvera-t-elle quand même sa place ?**

Est-ce la fin de la plus grosse unité de production d'électricité au Luxembourg, Vianden mise à part ? La survie de la Twinerg est menacée par la récente décision du gouvernement belge de ne pas maintenir la réserve stratégique de son réseau au niveau actuel. Rappelons que, comme d'autres centrales à base de turbines gaz-vapeur, l'installation luxembourgeoise avait du mal à affronter la concurrence ces dernières années (woxx 1284). À l'automne dernier, un contrat avec le gestionnaire de réseau belge Elia avait assuré sa survie : Twinerg se faisait rémunérer pour faire partie de la réserve stratégique et devait donc se tenir prête à fournir de l'électricité au cas où plusieurs centrales seraient simultanément tombées en panne durant l'hiver. À ce moment-là, les incertitudes quant à l'avenir des réacteurs nucléaires belges étaient grandes.

Ce n'est plus le cas, du moins pas dans l'esprit de la ministre fédérale de l'Énergie, Marie-Christine Marghem. Certes, une étude de l'Elia recommandait que, au vu de l'arrêt de deux réacteurs, une réserve stratégique supplémentaire soit prévue pour l'hiver 2016-2017. Mais la ministre, après avoir obtenu le redémarrage de Doel 3 et Tihange 2, a fait savoir que cela n'était plus nécessaire, se félicitant de réduire ainsi les coûts de la réserve stratégique pour les ménages et les entreprises.

« Il est beaucoup trop tôt pour évoquer une fermeture de l'installation », a estimé Mark Lauwers, interrogé par le woxx. Le directeur de Twinerg insiste sur le niveau de performance élevé de la centrale, mais confirme qu'elle est concernée par le non-renouvellement de la réserve stratégique belge. Ce qui n'a rien de surprenant, la réserve stratégique n'ayant pas été utilisée cet hiver grâce à l'abondance d'électricité nucléaire. Lauwers ne semble pourtant pas désespéré et renvoie aux réflexions stratégiques du ministère belge en matière de sécurité d'approvisionnement.

En effet, fin janvier, lors de son discours au Forum énergie belge,

Marie-Christine Marghem a insisté sur l'utilité, face aux aléas des énergies renouvelables, des centrales nucléaires. Mais pas seulement d'elles. « Prévoir », a dit la ministre, c'est aussi « éviter que nos unités gaz (...) ne ferment définitivement puisque, la plupart du temps, par manque de rentabilité, elles sont condamnées à ne pas tourner ». Et même si la centrale Twinerg est installée en territoire luxembourgeois, sa connexion au réseau belge et son actionnaire principal belge pourraient conduire la ministre belge à la considérer comme faisant partie de « ses » unités gaz. Et à la sauver d'une mort économique prématurée.

## Le moindre mal

Notons que l'arrêt temporaire de la centrale n'a pas fait que des malheureux. « Voyez la belle fumée jaune qui sort de la cheminée sur la photo, chers amis eschois », avait commenté un internaute sur [lessentiel.lu](http://lessentiel.lu) lors du « sauvetage » de Twinerg en automne, « elle se retrouvera encore sur vos voitures. » Il faisait allusion à la bouffée de pollution qui avait affecté les alentours de la centrale en septembre 2014. Quant aux écologistes, c'est moins pour la pollution - limitée - que pour le principe qu'ils s'étaient montrés très critiques envers ce projet de centrale à la fin des années 1990. Ils auraient préféré qu'on développe des installations de production à base d'énergies renouvelables ou des unités de cogénération à gaz plus petites et plus efficaces.

Cela étant, les écologistes admettent que les turbines à gaz représentent une technologie de transition importante. Surtout quand l'alternative est incarnée par le charbon ou, dans le cas belge, par le nucléaire. Détail piquant, ce qui cause des problèmes aux centrales à gaz, c'est précisément le maintien à moyen terme de cinq réacteurs controversés : Tihange 1 et Doel 1 et 2, vieux de 40 ans mais dont l'exploitation a été récemment prolongée, ainsi que Tihange 2 et Doel 3, mis à l'arrêt en 2014 à cause de l'apparition de microfissures, mais redémarrés entre-temps (woxx 1355).

## SHORT NEWS

## Transport de nuit : une petite victoire

(da) - « Nuechtttransport, Yes We Can ! » jubilaient les « Jonk Gréng » cette semaine. Le ministre des Infrastructures, François Bausch, avait annoncé, dans sa réponse à une question parlementaire de Max Hahn (DP), que deux trains supplémentaires allaient circuler sur les lignes ferroviaires 10 et 60, entre minuit et six heures du matin. Une concession aux organisations de jeunesse des partis du gouvernement : les « Jonk Gréng », les « Jonk Sozialisten » et les « Jonk Demokraten » avaient demandé, fin décembre, la mise en circulation de deux trains supplémentaires sur chaque ligne la nuit, afin d'élargir l'offre de mobilité pour les jeunes. Si l'offre ne concernera, dans un premier temps, pas toutes les lignes, les usagers des deux les plus fréquentées, à savoir celle qui relie Luxembourg-ville à Ettelbruck et Troisvierges ainsi que celle qui relie Luxembourg-ville à Bettembourg et Esch, pourront profiter de cette amélioration à partir de décembre, et si possible avant, selon un tweet du ministre. Une petite victoire pour les organisations de jeunesse : « Je pense que cela représente un progrès par rapport à la situation actuelle », a déclaré Paul Matzet des Jeunes Verts. « Nous espérons bien sûr que les autres lignes suivront. » Et d'ajouter : « Maintenant, c'est aux communes de devenir actives et de mettre en place, par exemple, des navettes vers la gare la plus proche. »

## Keuschheitsgürtel für homosexuelle Blutspender?

(da) - Der Ausschluss von der Möglichkeit, Blut zu spenden, beziehe sich nicht auf „die homosexuellen Männer als solche, sondern auf deren Sexualpraktiken“. So argumentiert Gesundheitsministerin Lydia Mutsch in ihrer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage von Martine Mergen. Die CSV-Abgeordnete hatte von der Ministerin wissen wollen, ob sie gedenke, „angesichts einer Lockerung des Blutspende-Verbots gegenüber homosexuellen Männern in verschiedenen EU-Ländern“ das in Luxemburg bestehende Verbot „zu überdenken“. Ein Urteil des EU-Gerichtshofs hatte Mitte 2015 die Entscheidung hierüber den nationalen Gerichten übertragen (woxx 1317): Es sei an diesen, zu beurteilen, ob in ihren jeweiligen Ländern die Übertragung von Sexualkrankheiten nicht mit anderen, wirksameren Methoden verhindert werden könne. Seit dem Urteil bemühe sich das luxemburgische Gesundheitsministerium gemeinsam mit den Nachbarländern um ein „koordiniertes Vorgehen“, so Lydia Mutsch. Einige Länder würden in Erwägung ziehen, homosexuelle Männer, die während mindestens einem Jahr „kein riskantes Sexualverhalten hatten“, als Blutspender zuzulassen. „Sollte man in Zukunft in der Lage sein, zu belegen, dass eine solche Öffnung der Zulassungskriterien kein erhöhtes Risiko zur Folge hat, könnte man sich in Luxemburg ein ähnliches Modell vorstellen“, schließt die Ministerin ihre Antwort ab.

## What the Varoufakis this?

(cr) - Am Dienstag hat der ehemalige griechische Finanzminister Yanis Varoufakis in Berlin die neue linke europäische Bewegung „Democracy in Europe Movement 2025“ (DiEm25) vorgestellt. Sie sieht große Gefahren im drohenden Zerfall der Europäischen Union und im Stärkerwerden nationalistischer Trends. Das von der Bewegung veröffentlichte Manifest prangert die bekannten Probleme des Demokratiedefizits der Europäischen Union an. Neu ist allerdings die in ihm vorgeschlagene Gegenmaßnahme, nämlich die Förderung der nationalen Souveränität der europäischen Nationen. Im Manifest wird postuliert, dass der Kampf um die Demokratie an der Basis geführt werden müsse; sie sei auf lokaler, kommunaler, regionaler und nationaler Ebene zu fördern. Der Neustart Europas, mitsamt einem verfassungsgebenden Prozess, soll also von den Nationen ausgehen - die aber nach Meinung der Bewegung entmachteter sind. Inwiefern das Erstarren der nationalen Souveränität den nationalistischen Trends entgegenwirken kann, vermögen die Autoren nicht zu erklären. Das Manifest charakterisiert die europäische Politik außerdem mit abwertenden Begriffen wie „Verschwörung“, „Betrug“, „Täuschung“, „Kartell“ usw. Schon bei der Gründung der Europäischen Union habe ein „Schlangenei“ im Herzen der Integration gelegen. Dass man mit dieser Sprache Gehör findet, daran besteht kein Zweifel. Wenn man damit allerdings - wenn auch ungewollt - mit ins Boot holt, ist eine andere Frage.